ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 9 juin 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public", a donné le 27 octobre 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 juni 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut", heeft op 27 oktober 1993 het volgend advies gegeven :

Examen du projet.

Intitulé.

Pour des raisons de légistique formelle, mieux vaudrait écrire : "Koninklijk besluit tot wijziging van ... (la suite comme au projet)".

Préambule.

1. A la fin de l'alinéa 1er, il convient d'écrire : "..., modifié par la loi du 22 juillet 1993;".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 1er, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 4 mars 1974, 30 septembre 1974, 17 septembre 1975, 23 décembre 1975, 8 mars 1976, 15 mars 1976, 15 septembre 1976, 24 février 1977, 10 mai 1977, 6 juin 1978, 3 octobre 1978, 2 octobre 1979, 22 février 1980, 30 juillet 1981, 16 décembre 1981, 12 juillet 1982, 6 octobre 1983, 14 juin 1985, 19 août 1985, 16 novembre 1988, 6 mars 1989, 8 mai 1989, 9 juin 1989, 23 octobre 1989 et 6 juin 1991, l'article 3, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 10 mai 1976, 13 septembre 1979, 16 novembre 1979, 26 janvier 1984 et 13 juillet 1987, les articles 9 et 9bis, modifiés par l'arrêté royal du 4 février 1988, les articles 10 et 11, l'article 12, modifié par l'arrêté royal du 4 février 1988, l'article 13, modifié par

l’arrêté royal du 26 janvier 1984, l’article 13bis, inséré par l’arrêté royal du 4 février 1988, l’article 14, l’article 15, modifié par l’arrêté royal du 15 mars 1976, l’article 16, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1977 et 2 octobre 1979, l’article 18, modifié par l’arrêté royal du 15 mars 1976, les articles 19 à 22, l’article 24, les articles 26 à 28, l’article 30, l’article 32, l’article 49, l’article 51quinquies, inséré par l’arrêté royal du 13 juillet 1987, l’article 53, § 1er, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1976, 13 septembre 1979 et 26 janvier 1984, et les articles 54 et 55;".

3. Dans le préambule sont visés les avis du conseil d’administration ou du comité de gestion ou de direction de nombreux (29) organismes d’intérêt public du secteur économique et social.

Suivant l’article 16 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par l’article 18 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique,

> "§ 4. Pour les organismes dont le personnel est soumis à l’arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d’intérêt public et à l’arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d’intérêt public, l’avis que les organes de gestion doivent donner en vertu d’une disposition légale ou réglementaire n’est pas requis pour tout projet relatif au statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de ces organismes".

En conséquence, les visas précités doivent être omis.

4. Aux termes de l’article 11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public, modifié par l’article 17 de la loi du 22 juillet 1993 précitée, le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est, en dérogation à l’alinéa 1er, seul compétent pour proposer au Roi de modifier ou de compléter l’arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d’intérêt public.

L’alinéa relatif à cet accord doit donc être omis.

Proposant.

Conformément à l’article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public modifié par l’article 17 de la loi du 22 juillet 1993 précitée, le proposant doit être rédigé comme suit :

"Sur la proposition de notre Ministre de l’Intérieur et de la Fonction publique et de l’avis des ministres qui en ont délibéré en conseil,".

En conséquence, seul le contreseing du ministre de l’Intérieur et de la Fonction publique est requis; les autres signatures doivent être omises.

Dispositif.

Article 1er.

1. Il convient de rappeler, dans la phrase précédant l'énumération des modifications, les modifications apportées précédemment à l'article 1er, § 1er, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, et toujours en vigueur.

Les mots "modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 23 octobre 1989" y seront donc remplacés par les mots suivants :

"..., modifié par les arrêtés royaux des 20 août 1973, 4 mars 1974, 30 septembre 1974, 17 septembre 1975, 23 décembre 1975, 8 mars 1976, 15 mars 1976, 15 septembre 1976, 24 février 1977, 10 mai 1977, 6 juin 1978, 3 octobre 1978, 2 octobre 1979, 22 février 1980, 30 juillet 1981, 16 décembre 1981, 12 juillet 1982, 6 octobre 1983, 14 juin 1985, 19 août 1985, 16 novembre 1988, 6 mars 1989, 8 mai 1989, 9 juin 1989, 23 octobre 1989 et 6 juin 1991,".

2. Le texte néerlandais de l'article 1er, 1°, a, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais de l'article 1er, 1°, b et c, 2°, 6° et 7°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Dans le texte néerlandais de l'article 1er, 1°, c, il y a lieu d'écrire : "... vervangen als volgt". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

5. L'objet du 5° paraît être la suppression des rubriques visées et non de leurs "numérotations"; ce mot devrait dès lors être omis, afin d'éviter toute confusion.

6. D'autre part, tenant compte de toutes les modifications apportées à l'article 1er, § 1er, de l'arrêté du 8 janvier 1973, la dernière rubrique porte le numéro XXVII, alors que le 5° supprimerait également des rubriques XXVIII et XXIX.

7. Dans le texte néerlandais de l'article 1er, 7°, il y a lieu d'écrire : "XIV wordt aangevuld als volgt : ...".

Article 2.

1. Il convient d'écrire, au début de la phrase précédant l'énumération des modifications,

"Art. 2. A l'article 3, § 1er, du même arrêté, modifié par ...".

2. L'arrêté royal du 19 septembre 1967 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène a été abrogé par l'arrêté royal du 15 mars 1993.

Il y a lieu, dès lors, d'insérer un 3° rédigé comme suit :

"3° le 15° est remplacé par le texte suivant :

"15° Arrêté royal du 15 mars 1993 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène"".

Les 3° à 6° deviennent ainsi les 4° à 7°.

Articles 3 et 4.

Ces articles doivent être fusionnés en un seul article ainsi rédigé :

"Art. 3. Le titre III, chapitre II, section III, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 15 mars 1976, 26 janvier 1984 et 4 février 1988, et comprenant les articles 9 à 15, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Section III. (intitulé comme à l'article 3 du projet)

Art. 9. ... (la suite comme à l'article 4 du projet)"".

Article 4.

1. Dans les articles 15 et 15bis en projet, il convient de régler la situation du stagiaire du niveau 2+ qui est visé dans l'article 14 en projet.

2. à 10. Le texte néerlandais des articles 27, § 2, alinéas 1er et 2, § 3, 28ter, § 1er, alinéa 3, 28sexies, § 1er, alinéas 2, 34, § 2, 36, § 1er, 38, § 1er, alinéas 2 et 3, § 3, § 4, alinéas 1er et 2, et 39 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 4).

1. Il convient d'écrire, à la fin de la phrase liminaire, "... est insérée dans le titre III, chapitre II, du même arrêté :".

2. Dans l'article 15sexies en projet qui modifie l'article 48quinquies, il y a lieu de mettre cette disposition en concordance avec les articles 56 et suivants de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifiés par l'arrêté royal du 22 novembre 1991 qui sont relatifs à l'évaluation, lorsque cette dernière sera applicable aux agents de l'Etat.

La même observation vaut pour l'article 8 (devenant l'article 7) du projet en ce qui concerne l'article 114, 2°, b et c.

3. Sous réserve de l'observation faite ci-dessus, le texte néerlandais de l'article 48quinquies, § 1er, alinéa 2, pour lequel l'article 15sexies en projet propose une nouvelle rédaction, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6 (devenant l'article 5).

Il convient d'écrire au début de la phrase liminaire,

"Art. 5. L'article 16 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1977 et 2 octobre 1979, ...".

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'article 53, pour lequel l'article 16 en projet propose une nouvelle rédaction, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 6).

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 6. L'article 18, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1976, et les articles 19 à 22 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :".

2. à 5. Le texte néerlandais des articles 82, alinéa 1er, 83, alinéas 2 et 3, 83bis, § 1er, alinéa 1er, a, b et c, et 84, § 1er, b, § 2, §§ 6 et 7, pour lesquels les articles 18, 19, 20 et 21 en projet proposent une nouvelle rédaction, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

A l'article 114, 2°, b) et c), il y a lieu de se référer à l'observation formulée sous l'article 5, en tant que le texte en projet vise le signalement.

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'article 114, pour lequel l'article 24 en projet propose une nouvelle rédaction, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Articles 9 et 10 (devenant l'article 8).

Ces articles doivent être fusionnés en un seul article rédigé comme suit :

"Art. 8. Sont abrogés, dans le titre III du même arrêté :

1° le chapitre III, comprenant l'article 26;

2° le chapitre IV, comprenant l'article 27;

3° les articles 28 et 30" (1).

Article 12 (devenant l'article 10).

La rédaction suivante est suggérée :

"Art. 10. Sont abrogés, dans le titre III du même arrêté :

1° l'article 32;

2° le chapitre XVI, comprenant l'article 49".

Article 14 (devenant l'article 12).

Il convient d'insérer, dans la phrase liminaire, les mots ", inséré par l'arrêté royal du 13 juillet 1987," entre les mots "du même arrêté" et les mots "est remplacé".

Articles 15 et 16 (devenant l'article 13).

Ces dispositions pourraient plus simplement être groupées en un seul article, dont la phrase liminaire serait ainsi rédigée :

---

(1) Les modifications et les abrogations des dispositions d'un même texte doivent se succéder dans l'ordre numérique de ces dispositions; pour l'abrogation du titre III, chapitre XVI, il faut se reporter à l'observation faite sous l'article 12.

"Art. 13. Le titre III du même arrêté est complété par un chapitre XX et un chapitre XXI, ainsi rédigés :".

Article 17 (devenant les articles 14 et 15).

Il serait préférable de scinder la disposition en deux articles distincts, ainsi rédigés :

"Art. 14. L'article 53, § 1er, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 mai 1976, 13 septembre 1979 et 26 janvier 1984, est complété comme suit :

"5° à 7°. (comme à l'article 17, 1°, du projet)".

Art. 15. Les articles 54 et 55 du même arrêté sont abrogés".

Article 18 (devenant l'article 16).

Le texte néerlandais de l'article 18 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 20 (devenant l'article 18).

Il faut écrire "... le brevet d'aptitude visé à l'article 48quinquies, § 2, alinéa 1er, du même arrêté, tel qu'il doit se lire en vertu de l'article 15sexies de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, inséré par l'article 5, dans les trois ans ...".

Article 21 (devenant l'article 19).

Le texte néerlandais de l'article 21 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22 (devenant l'article 20).

Les 1° et 2° pourraient être groupés en un 1°, rédigé comme suit :

"1° de l'article 4, qui produit ses effets le 1er janvier 1992 en tant qu'il remplace les articles 9 et 12 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, et qui les produit le 1er juillet 1993 pour l'application des articles 14, 15quater et 15quinquies de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 au niveau 2+;".

Le 3° devient ainsi le 2°. Le texte néerlandais de cette disposition serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Observation finale.

Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis. Par conséquent, le texte néerlandais du projet devrait être fondamentalement revu.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Om redenen van wetgevingstechniek zou het beter zijn te schrijven : "Koninklijk besluit tot wijziging van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Aanhef.

1. Aan het eind van het eerste lid schrijve men : "..., gewijzigd bij de wet van 22 juli 1993;".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 4 maart 1974, 30 september 1974, 17 september 1975, 23 december 1975, 8 maart 1976, 15 maart 1976, 15 september 1976, 24 februari 1977, 10 mei 1977, 6 juni 1978, 3 oktober 1978, 2 oktober 1979, 22 februari 1980, 30 juli 1981, 16 december 1981, 12 juli 1982, 6 oktober 1983, 14 juni 1985, 19 augustus 1985, 16 november 1988, 6 maart 1989, 8 mei 1989, 9 juni 1989, 23 oktober 1989 en 6 juni 1991, op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 10 mei 1976, 13 september 1979, 16 november 1979, 26 januari 1984 en 13 juli 1987, op de artikelen 9 en 9bis, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1988, op de artikelen 10 en 11, op artikel 12, gewijzigd bij

het koninklijk besluit van 4 februari 1988, op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 januari 1984, op artikel 13bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1988, op artikel 14, op artikel 15, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1976, op artikel 16, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1977 en 2 oktober 1979, op artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1976, op de artikelen 19 tot 22, op artikel 24, op de artikelen 26 tot 28, op artikel 30, op artikel 32, op artikel 49, op artikel 51quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1987, op artikel 53, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1976, 13 september 1979 en 26 januari 1984, en op de artikelen 54 en 55;".

3. In de aanhef wordt verwezen naar de adviezen van de "raad van beheer", het beheerscomité of het directiecomité van vele (29) instellingen van openbaar nut uit de economische en de sociale sector.

Artikel 16 van de herstelwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij artikel 18 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken, schrijft voor :

> "§ 4. Voor de instellingen waarvan het personeel onder de toepassing valt van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, is het advies dat de beheersorganen moeten geven krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling niet vereist voor elk ontwerp

dat het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van deze instellingen betreft".

Voornoemde verwijzingen moeten bijgevolg vervallen.

4. Naar luid van artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij artikel 17 van voornoemde wet van 22 juli 1993, is in afwijking van het eerste lid de minister onder wie de ambtenarenzaken ressorteren als enige bevoegd om de Koning voor te stellen het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut te wijzigen of aan te vullen.

Derhalve moet het lid vervallen dat op die akkoordbevinding betrekking heeft.

Voordrachtformulier.

Overeenkomstig artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, gewijzigd bij artikel 17 van voornoemde wet van 22 juli 1993, moet het voordrachtformulier als volgt worden gesteld :

"Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,".

Bijgevolg moet in het ondertekeningsformulier alleen de handtekening van de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken worden vermeld; de overige handtekeningen moeten vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In de zin voorafgaand aan de opsomming van de wijzigingen moet worden verwezen naar de nog steeds vigerende wijzigingen die voorheen zijn aangebracht in artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973.

De woorden "laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 oktober 1989" moeten bijgevolg vervangen worden door de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 augustus 1973, 4 maart 1974, 30 september 1974, 17 september 1975, 23 december 1975, 8 maart 1976, 15 maart 1976, 15 september 1976, 24 februari 1977, 10 mei 1977, 6 juni 1978, 3 oktober 1978, 2 oktober 1979, 22 februari 1980, 30 juli 1981, 16 december 1981, 12 juli 1982, 6 oktober 1983, 14 juni 1985, 19 augustus 1985, 16 november 1988, 6 maart 1989, 8 mei 1989, 9 juni 1989, 23 oktober 1989 en 6 juni 1991".

2. Het zou beter zijn 1°, a, als volgt te stellen : "wordt 2°, opgeheven door het koninklijk besluit van 20 augustus 1973, hersteld in de volgende lezing : ...;".

3. In 1°, b en c, 2°, 6° en 7°, moet naar het voorbeeld van 1°, a, inversie worden gebruikt.

4. In 1°, c, schrijve men : "... vervangen als volgt :". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

5. De strekking van onderdeel 5° blijkt te zijn dat de opgegeven rubrieken worden geschrapt, doch niet de desbetreffende "nummeringen"; teneinde iedere verwarring te voorkomen behoort dat woord dan ook te vervallen.

6. Gelet op alle wijzigingen aangebracht in artikel 1, § 1, van het besluit van 8 januari 1973, draagt de laatste rubriek het nummer XXVII, terwijl volgens onderdeel 5° ook de rubrieken XXVIII en XXIX moeten worden geschrapt.

7. In onderdeel 7° schrijve men "XIV wordt aangevuld als volgt : ...".

Artikel 2.

1. Aan het begin van de zin voorafgaand aan de opsomming van de wijzigingen schrijve men :

"Art. 2. In artikel 3, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij ...".

2. Het koninklijk besluit van 19 september 1967 betreffende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van sommige ambtenaren in de rijksbesturen, die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, is opgeheven bij het koninklijk besluit van 15 maart 1993.

Derhalve moet een 3° worden ingevoegd, luidende :

"3° de bepaling onder 15° wordt vervangen als volgt :

"15° Koninklijk besluit van 15 maart 1993 betreffende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne"".

De onderdelen 3° tot 6° worden bijgevolg de onderdelen 4° tot 7°.

Artikelen 3 en 4.

Deze artikelen moeten worden samengevoegd tot één enkel artikel, luidende :

"Art. 3. Titel III, hoofdstuk II, afdeling III, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 maart 1976, 26 januari 1984 en 4 februari 1988, en die de artikelen 9 tot 15 bevat, wordt vervangen als volgt :

"Afdeling III. (opschrift zoals in artikel 3 van het ontwerp).

Art. 9. ... (voorts zoals in artikel 4 van het ontwerp)"".

Artikel 4.

1. In de ontworpen artikelen 15 en 15bis moet de toestand worden geregeld van de stagiair niveau 2^+, genoemd in het ontworpen artikel 14.

2. Voorts zou het beter zijn in artikel 27, § 2, eerste lid, waarvoor het ontworpen artikel 9 een nieuwe lezing voorstelt, te schrijven : "... of de onmiddellijk of achteraf voor benoeming in aanmerking komende geslaagden aan de toelaatbaarheidsvereisten voldoen".

3. In het tweede lid van artikel 27, § 2, waarvoor het ontworpen artikel 9 een nieuwe lezing voorstelt,

vervange men de woorden "ten laatste" door het woord "uiterlijk".

4. In paragraaf 3 van artikel 27, waarvoor het ontworpen artikel 9 een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men :

"De geslaagden die onmiddellijk of achteraf voor benoeming in aanmerking komen en die bovendien ...".

5. Artikel 28ter, § 1, derde lid, waarvoor het ontworpen artikel 10 een nieuwe lezing voorstelt, moet als volgt worden gelezen : "Voor de berekening van deze dagen afwezigheid komen niet in aanmerking :

1° de jaarlijkse vakantie;

2° de verloven toegestaan met toepassing van ...;

3° de ... verloven bedoeld in ...;

4° ...".

6. In artikel 28sexies, § 1, tweede lid, waarvoor het ontworpen artikel 12 een nieuwe lezing voorstelt, vervange men de woorden "ten laatste" en "afgesloten" respectievelijk door de woorden "uiterlijk" en "gesloten".

7. In artikel 34, § 2, waarvoor het ontworpen artikel 14 een nieuwe lezing geeft, schrijve men : "voor de niveaus 2^+ en 2 ...".

8. Het zou beter zijn artikel 36, § 1, waarvoor het ontworpen artikel 15bis een nieuwe lezing voorstelt, als volgt te stellen :

"§ 1. De vormingsdirecteur is bevoegd om te oordelen over de geschiktheid van de stagiairs van de niveaus 2, 3 en 4. Indien de verslagen bedoeld in artikel 28quinquies over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, legt de vormingsdirecteur de zaak voor aan de stagecommissie. Te dien einde ... (voorts zoals in het ontwerp).

De stagecommissie is bevoegd om te oordelen over de geschiktheid van de stagiairs van niveau 1. Zowel wanneer de stage gunstig verloopt als wanneer de verslagen bedoeld in artikel 28quinquies over het geheel niet gunstig zijn, of indien de eindverhandeling niet voldoet dan wel ontbreekt, legt de vormingsdirecteur de zaak voor aan de stagecommissie. Te dien einde ... (voorts zoals in het ontwerp)".

9. In artikel 38, § 1, tweede lid, waarvoor het ontworpen artikel 15ter een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men aan het eind van de inleidende zin "paritair samengesteld uit :". In datzelfde tweede lid, 2°, vervange men de woorden "van rang 13 ten minste" door de woorden "van ten minste rang 13". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp. Nog steeds in het tweede lid is er in 4° een discrepantie tussen de Nederlandse tekst "naar rato van twee leden ten hoogste ter organisatie" (lees : naar rato van ten hoogste twee leden per organisatie) en de Franse tekst "à raison d'un membre par organisation".

In het derde lid behoort te worden geschreven : "... gekozen uit de rijksambtenaren ... worden. Over de weigering tot erkenning wordt het advies van het bevoegde sectorcomité gevraagd". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

In paragraaf 3 schrijve men : "... aangewezen ... overeenkomstig ...".

In paragraaf 4, eerste lid, schrijve men : "... te vergaderen en te beraadslagen ... aangewezen door ...".

In paragraaf 4, tweede lid, van datzelfde artikel vervange men de woorden "in onvoldoende aantal" door de woorden "onvoltallig", en in het derde lid schrijve men : "... is de stem van de voorzitter beslissend".

10. In artikel 39, waarvoor het ontworpen artikel 15quater een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men : "... de in artikel 28quinquies bedoelde stageverslagen ...".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"In titel III, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit wordt een afdeling IIIbis ingevoegd, luidende :".

2. Het ontworpen artikel 15sexies wijzigt artikel 48quinquies. Deze laatste bepaling moet in overeenstemming worden gebracht met de artikelen 56 en volgende van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 november 1991, welke betrekking hebben op de beoordeling wanneer deze toepasselijk zal zijn op het rijkspersoneel.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8 (dat artikel 7 wordt) van het ontwerp, met betrekking tot artikel 114, 2°, b en c.

3. Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerking zou het voorts beter zijn in artikel 48quinquies, § 1, tweede lid, waarvoor het ontworpen artikel 15sexies een

nieuwe lezing voorstelt, te schrijven : "... die eenmaal vernieuwd kan worden". In paragraaf 2, eerste lid, van datzelfde artikel 48quinquies vervange men het woord "afgeleverd" door het woord "afgegeven". In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men "in het eerste lid bedoelde" in plaats van "bij het eerste lid bedoelde", alsook "verkregen" in plaats van "bekomen". In paragraaf 2, derde lid, schrijve men "Alleen de ambtenaren ...". In het vierde lid van diezelfde paragraaf schrijve men "... binnen acht dagen ... beroep instellen ... stagecommissie. Deze doet uitspraak binnen vijftien dagen". In de inleidende zin van artikel 48quinquies, § 3, schrijve men "tot taak" in plaats van "als opdracht". In paragraaf 5 van datzelfde artikel schrijve men "Op verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren en met het goedvinden van ... aan aanvullende activiteiten van voortgezette opleiding".

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Aan het begin van de inleidende zin schrijve men :

"Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1977 en 2 oktober 1979, wordt vervangen als volgt :".

Wat artikel 53 betreft, waarvoor het ontworpen artikel 16 een nieuwe lezing voorstelt, zou het beter zijn te schrijven :

1° in het eerste lid : "het quorum" in plaats van "het quorum van de vereiste aanwezigheden";

2° in het tweede lid : "die bij de rangen ... is ingedeeld";

3° in het derde lid : "In afwijking van het tweede lid worden, indien de instelling ... telt, de bevoegdheden ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. Het zou beter zijn de inleidende zin als volgt te stellen :

"Art. 6. Artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1976, en de artikelen 19 tot 22 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :".

2. In het eerste lid van artikel 82, waarvoor het ontworpen artikel 18 een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men "een zelfde" in twee woorden. In het tweede lid van datzelfde artikel schrijve men "bevatten" in plaats van "behelzen".

3. In het tweede lid van artikel 83, waarvoor het ontworpen artikel 19 een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men : ... die bij de rangen 16, 15, 14 is ingedeeld".

In het derde lid van datzelfde artikel vervange men de woorden "al de" door het woord "alle".

4. In paragraaf 1, eerste lid, a en c, van artikel 83bis, waarvoor het ontworpen artikel 20 een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men "tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren". In het eerste lid, b, schrijve men "ten minste" in twee woorden.

5. In artikel 84, § 1, b, waarvoor het ontworpen artikel 21 een nieuwe lezing voorstelt, schrijve men "gekozen uit" in plaats van "gekozen onder". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. In paragraaf 2 van hetzelfde artikel schrijve men "bevat" in plaats van "omvat". In paragraaf 6 schrijve men "... tot hetzelfde niveau behoren als dat van de verzoeker, of tot een hoger niveau". In paragraaf 7 schrijve men "of zijn gemachtigde" in plaats van "of zijn afgevaardigde".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Wat artikel 114, 2°, b en c, betreft zij verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 5, in zoverre de ontworpen tekst betrekking heeft op de beoordeling.

Voorts zou het beter zijn de inleidende zin van artikel 114, waarvoor het ontworpen artikel 24 een nieuwe lezing voorstelt, als volgt te stellen : "Tot definitieve

ambtsneerlegging geven eveneens aanleiding :". Ten slotte zou het beter zijn in 3° "pensionering" te schrijven in plaats van "inrustestelling".

Artikelen 9 en 10 (die artikel 8 worden).

Deze artikelen moeten worden samengevoegd tot een enkel artikel, luidende :

"Art. 8. In titel III van hetzelfde besluit worden opgeheven :

1° hoofdstuk III, dat artikel 26 bevat;

2° hoofdstuk IV, dat artikel 27 bevat;

3° de artikelen 28 en 30" (1).

Artikel 12 (dat artikel 10 wordt).

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"Art. 10. In titel III van hetzelfde besluit worden opgeheven :

---

(1) De wijzigingen in en de opheffingen van bepalingen van eenzelfde tekst moeten op elkaar volgen naar de numerieke volgorde van die bepalingen; voor de opheffing van titel-III, hoofdstuk XVI, zij verwezen naar de opmerking gemaakt onder artikel 12.

1° artikel 32;

2° hoofdstuk XVI, dat artikel 49 bevat".

Artikel 14 (dat artikel 12 wordt).

In de inleidende zin behoren tussen de woorden "van hetzelfde besluit" en de woorden "wordt vervangen" de woorden ", ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 juli 1987," te worden ingevoegd.

Artikelen 15 en 16 (die artikel 13 worden).

Het zou eenvoudiger zijn deze bepalingen tot één enkel artikel samen te voegen, waarvan de inleidende zin als volgt luidt :

"Art. 13. Titel III van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk XX en een hoofdstuk XXI, luidende :".

Artikel 17 (dat de artikelen 14 en 15 wordt).

Het is verkieslijk de bepaling te splitsen in twee onderscheiden artikelen, luidende :

"Art. 14. Artikel 53, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 mei 1976, 13 september 1979 en 26 januari 1984, wordt aangevuld als volgt :

"5° tot 7°. (zoals in artikel 17, 1°, van het ontwerp)".

Art. 15. De artikelen 54 en 55 van hetzelfde besluit worden opgeheven".

Artikel 18 (dat artikel 16 wordt).

Men schrijve : "In afwachting dat de vormingsdirecteurs worden aangewezen, wordt ... onder het toezicht van de leidend ambtenaar".

Artikel 20 (dat artikel 18 wordt).

Men schrijve : "... het geschiktheidsbrevet bedoeld in artikel 48quinquies, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, zoals het gelezen moet worden krachtens artikel 15sexies van het koninklijk besluit van 8 januari 1973, ingevoegd bij artikel 5, behalen binnen drie jaar na ...".

Artikel 21 (dat artikel 19 wordt).

Men schrijve : "De rechtspositionele bepalingen die ... zijn ingesteld".

Artikel 22 (dat artikel 20 wordt).

De onderdelen 1° en 2° kunnen tot één onderdeel 1° worden samengevoegd, luidende :

"1° artikel 4, dat in werking treedt met ingang van 1 januari 1992 voor zover het de artikelen 9 en 12 van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 vervangt, en dat met ingang van 1 juli 1993 in werking treedt voor de toepassing van de artikelen 14, 15quater en 15quinquies van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 op niveau 2^{+};".

Onderdeel 3° wordt aldus onderdeel 2°. Het zou beter zijn deze bepaling als volgt te stellen : "artikel 17, dat in werking treedt met ingang van 1 juli 1993".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou bijgevolg grondig moeten worden nagezien.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.